

Newsletter N° 47 - Octobre 2017

La e-Newsletter de la Plateforme des collectivités locales ACP est un bulletin électronique d'informations produit tous les trois mois par la Plateforme des collectivités locales ACP (ACPLGP - ACP Local Government Platform). L'éditeur de cette newsletter invite les lecteurs à faire des commentaires et fournir des informations sur la question des collectivités locales au niveau de leurs organisations, des autorités locales et de leur pays. Toutes les précédentes éditions de la newsletter sont accessibles sur le site web de la Plateforme www.acplgp.net (allez à 'Nouvelles', puis 'Bulletin d'information de la Plateforme'). Pour ceux qui veulent s'informer sur la Plateforme et son histoire, veuillez visiter le site web de la Plateforme www.acplgp.net (allez à 'La Plateforme ACPLGP', puis 'Historique', 'Etablissement de la Plateforme' et 'Future orientation'). La Newsletter N 23 est une édition spéciale célébrant le 10^{ème} anniversaire de la Plateforme.

Appels à propositions de la CE : ouverts/prévus

Divers appels à proposition de la CE ouverts/prévus concernant des programmes qui peuvent intéresser les collectivités locales ACP sont visibles sur <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome>

• Programme 'Acteurs non étatiques et autorités locales' (ANE & AL)

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Sierra Leone	19/12/2017	6.500.000	EuropeAid/156704/DD/ACT/SL

• IEDDH : Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme

Pays	Date limite	Budget* (EURO)	Référence
Tous pays	09/11/2017	25.000.000	EuropeAid/155232/DH/ACT/Multi
Papouasie Nouvelle Guinée	ouvert	295.000	EuropeAid/131030/L/ACT/PG

• Sécurité alimentaire

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Madagascar	ouvert	1.700.000	EuropeAid/134180/M/ACT/MG

• Divers domaines dans les pays ACP

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Ethiopie	01/12/2017	2.400.000	EuropeAid/139206/ID/ACT/ET
Haïti	03/11/2017	8.250.000	EuropeAid/156660/DD/ACT/HT
Zimbabwe	14/11/2017	6.000.000	EuropeAid/157721/DD/ACT/ZW
Région Afrique de l'Ouest	30/11/2017	13.700.000	EuropeAid/157254/DD/ACT/Multi
Tous pays ACP	ouvert	7.000.000	EuropeAid/130741/D/ACT/Multi
Ile Maurice	ouvert	56.000.000 (MUR)	EuropeAid/134113/M/ACT/MU

Si vous avez besoin d'une assistance pour répondre à un appel à propositions de la CE faites-le savoir à la Plateforme ACPLGP en envoyant un email à platform@acplgp.net qui se fera le plaisir de vous assister à vous enregistrer dans le système PADOR, trouver des partenaires, vérifier votre proposition, etc. Vous êtes également encouragés à lire l'article « Comment écrire un bon projet » sur notre site www.acplgp.net

Nouvelles de l'UE

L'UE concrétise son Plan d'investissement extérieur innovateur pour booster les investissements en Afrique avec des projets valant presque 100 millions €, en ligne avec son futur Plan d'investissement extérieur européen. La Commission a annoncé des projets qui contribueront directement aux objectifs du futur Plan d'investissement extérieur (EIP). Dans le cadre du Programme panafricain, la Commission a alloué cette année presque 100 millions € pour une série d'initiatives qui stimuleront les investissements privés, fourniront de l'assistance technique et amélioreront le climat des affaires. Les projets contribueront à la création d'emplois en Afrique, ce que la Commission européenne a récemment identifié comme un axe prioritaire de son partenariat avec l'Afrique.

Le Commissaire chargé de la coopération internationale et du développement Neven Mimica a dit : « Ces initiatives valant 100 millions € de notre programme panafricain aideront à créer des emplois fort nécessaires et une croissance économique durable en Afrique. Elles supporteront également les objectifs de notre ambitieux Plan d'investissement extérieur européen et nos priorités pour le prochain Sommet UA-UE en novembre. L'UE respecte ses engagements à renforcer notre partenariat avec l'Afrique en travaillant ensemble pour relever des défis communs et poursuivre des intérêts communs ».

Dans le cadre de ces nouvelles initiatives, la Commission européenne investira 70 millions € pour des projets d'infrastructures avec une dimension panafricaine à financer via la *Facilité d'investissement Afrique*. Par ailleurs, elle fournira de l'assistance technique de 5 millions € aux gouvernements africains en fournissant des ressources juridiques

via des services de litiges avec créanciers, des services-conseils dans de complexes transactions commerciales, et des initiatives de renforcement des capacités. Troisièmement, la Commission européenne soutiendra diverses initiatives qui aideront à améliorer l'environnement des entreprises en Afrique. Sur la douane, la Commission soutiendra un programme de 5 millions € avec l'Organisation mondiale des douanes pour harmoniser la classification des biens, facilitant ainsi le commerce avec l'UE et à l'intérieur de l'Afrique. Sur le transport aérien, la Commission engagera 2,7 millions € pour soutenir le Service complémentaire géostationnaire européen de navigation (EGNOS) pour la navigation par satellite, tandis qu'elle octroie 5 millions € pour un projet de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) qui vise à renforcer la sûreté aérienne en Afrique. Enfin, le programme panafricain engagera environ 10 millions € pour renforcer les normes et réglementations TIC, pour faciliter l'accès aux services TIC et promouvoir la gouvernance de l'internet en Afrique.

Pour plus d'informations : https://ec.europa.eu/europeaid/news-and-events/eu-delivers-its-innovate-external-investment-plan-boost-investments-africa-projects_en

Nouvelles des ACP-UE

Les États ACP du Pacifique examinent les dispositions pour l'après-Cotonou

Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique se tient prêt à aider ses membres à renforcer leurs capacités de coordination et de conseil, alors qu'ils s'apprêtent à négocier un nouvel accord de Cotonou. « Le processus de révision de l'Accord de partenariat de Cotonou nous offre une occasion de mieux nous repositionner pour la négociation d'un nouveau cadre UE-ACP qui nous soit plus profitable », a expliqué Dame Meg Taylor, Secrétaire-générale du Forum des îles du Pacifique lors de la réunion des représentants de la région Pacifique des ACP en septembre 2017. Les pays ACP du Pacifique se sont engagés dans une démarche coordonnée pour les négociations de l'après-Cotonou. L'Accord de Cotonou, qui était signé en 2000 entre le Groupe des Etats ACP et l'Union européenne prendra fin en février 2020. En juillet, le Secrétariat du Forum a pu assister les membres lors de l'Assemblée parlementaire paritaire régionale ACP-UE à Vanuatu, où les parlementaires ACP du Pacifique ont partagé leurs points de vue pour les négociations des dispositions de l'après-Cotonou à réaliser en tant qu'un unique engagement juridique, l'accent étant mis sur le maintien du caractère géographique et géopolitique du Groupe ACP pour l'avenir de l'accord de partenariat ACP-UE. Une approche stratégique et unifiée en tant qu'une région fut un thème récurrent durant les discussions, ainsi que la reconnaissance qu'une intégration régionale plus approfondie qui favorisera la productivité et maximisera l'efficacité de l'allocation des ressources et des opportunités d'investissement, nécessite d'être renforcée par la région. « Il est important que nous tenions compte des défis et des enseignements précieux du 10^e Fonds européen de développement (FED) pour la programmation des secteurs prioritaires régionaux sous le Programme indicatif régional du Pacifique du 11^e FED. L'essentiel est carrément placé sur notre région à être stratégique pour négocier nos relations futures avec l'EU » a dit Dame Meg.

Source : CTA Newsletter N 551

Dirigeants du Pacifique: questions sur l'aide au développement de l'UE

« C'est extrêmement décevant de constater que la région n'a pas encore pu avoir accès à l'enveloppe régionale du 11^e FED pour remédier aux problèmes prioritaires qu'elle avait définis ». Dame Meg Taylor, Secrétaire-générale du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, a invité les participants à la réunion des dirigeants ACP du Pacifique (PACP) à prendre de toute urgence une décision concernant l'aide au développement accordée à la région par l'Union européenne. Dame Meg a exprimé cette demande au cours d'un discours prononcé lors de l'ouverture de la réunion PACP au Sheraton Samoa Aggie Grey's Hotel en septembre 2017. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du travail de préparation pour la 48^e rencontre des dirigeants du Forum des îles du Pacifique. S'exprimant au sujet de l'aide au développement européenne, Dame Meg a rappelé que cette aide est acheminée par l'intermédiaire du Fonds européen de développement (FED). « Nous sommes maintenant au milieu de son 11^e cycle » a-t-elle dit. « Excellences, vous vous souviendrez que lors de votre réunion en 2016, les dirigeants ont été informés des défis rencontrés dans la programmation du Fonds européen de développement - Programme indicatif régional du Pacifique pour 2014-2020, communément appelé 11^e FED. C'est extrêmement décevant de constater que la région n'a pas encore pu avoir accès à l'enveloppe régionale du 11^e FED pour remédier aux problèmes prioritaires qu'elle avait définis. En outre, la région a connu ces récents mois une redistribution des fonds au sein du Programme indicatif régional. Mon attention a également été attirée par le fait que l'Union européenne est en train de considérer la réduction de l'allocation des fonds pour le Programme indicatif régional du Pacifique, particulièrement dans le domaine de l'Intégration économique régionale ». La réunion a permis aux dirigeants de discuter de ce sujet en profondeur. Dame Meg a également évoqué « des questions politiques de haut niveau et certains aspects opérationnels » y compris les « négociations de l'après-Cotonou ». « Comme l'expiration de l'Accord de Cotonou en 2020 approche, nous devons être proactifs en veillant à ce que l'aide au développement en vertu de cet accord soit acheminée efficacement vers notre région et s'aligne avec nos priorités régionales. Nous devons également veiller à ce que nos priorités soient reflétées dans tout futur accord de partenariat avec l'Union européenne. Le thème plus large du 48^e Forum des îles du Pacifique - Le Pacifique bleu - se concentre sur le renforcement de notre identité collective et notre action politique collective pour faire progresser nos priorités régionales. J'encourage ainsi les dirigeants ACP du Pacifique à capitaliser sur ce nouvel élan et cette nouvelle vision, pour progresser dans les discussions préparatoires sur l'après-Cotonou ».

Source : CTA Newsletter N 552

CARIFORUM-UE aide les entreprises à tirer profit de l'APE

Aider les entreprises du CARIFORUM à tirer profit de l'accord de partenariat économique (APE) CARIFORUM-UE constitue l'une des priorités du programme de travail de l'Agence de développement des exports caribéens, qui met en œuvre le

Programme régional de développement du secteur privé (RPSDP) du 11^e FED financé par l'Union européenne. Plus de 70 entreprises et organismes de soutien aux entreprises ont participé à l'atelier spécialement organisé le vendredi 7 juillet à la Trade and Investment Convention (TIC) de la Trinidad and Tobago Manufacturers' Association (TTMA), et 90 autres personnes ont également pris part à cet événement via la diffusion en streaming. Co-organisateur de l'atelier, la Délégation de l'Union européenne (UE) a exprimé leur engagement à soutenir le secteur privé de la région en soulignant que « un des principaux objectifs de l'APE est de promouvoir la croissance économique de la région et intégrer graduellement les Etats caribéens dans l'économie mondiale. Il vise à augmenter les chances des entreprises caribéennes à participer aux chaînes de valeur mondiales et favoriser les conditions propices à un accroissement de l'investissement et aux initiatives du secteur privé, améliorant les capacités de l'offre et la compétitivité dans les Etats du CARIFORUM » a dit l'Ambassadeur Biesebroek de la Délégation de l'UE à Trinidad & Tobago dans ses propos à l'ouverture de l'atelier. L'APE était signé en 2008, et l'opportunité pour les entreprises du CARIFORUM de développer leurs activités via l'exportation est évidente. « L'exportation caribéenne s'est concentrée sur la fourniture de services de développement d'exportation (tels que formation, subvention, renseignements commerciaux) aux PME et organismes de soutien aux entreprises afin de renforcer leurs capacités et améliorer leur compétitivité commerciale globalement » a informé Robertha Reid, Conseillère principale de Caribbean Export. Un des présentateurs, DR. Noel Watson travaille actuellement avec l'Agence pour décomposer l'APE pour que le secteur privé puisse être davantage conscient des opportunités de marché s'offrant à eux. Participant également à l'atelier, Mr. Adam Wisniewski du bureau de la Délégation de l'UE basé à la Barbade expliquait un des éléments clés de l'APE. L'Agence, la Délégation de l'UE et la Direction de CARIFORUM ont soutenu huit organismes de soutien aux entreprises de toute la région pour exposer au TIC les produits de leurs membres et pays respectifs dans un effort visant à les intéresser à accroître le commerce régional. Des événements de nature similaire, rassemblant le secteur privé caribéen et expliquant les aspects pratiques de l'APE sont à organiser régulièrement dans toute la région.

Source : CTA Newsletter N 552

Nouvelles des ACP

Capitalisation du Projet de Mobilisation des Ressources Propres de la Commune Urbaine de Boffa

Le projet d'appui à la mobilisation des ressources propres de Boffa fait suite à la volonté manifeste des autorités communales de la commune urbaine de Boffa afin de redynamiser le tissu économique local et d'accroître les recettes de la collectivité. L'objectif est de soutenir la commune urbaine de Boffa à améliorer l'exploitation de son potentiel économique pour accroître le recouvrement et la gestion de ses recettes fiscales et parafiscales, en développant une approche globale de mobilisation de ses ressources propres.

Trois axes principaux de travail ont été initiés intégrant une approche globale de la mobilisation des ressources locales de manière synchronisée. Le premier axe est basé sur le renforcement des capacités de planification stratégiques et gestion financière. Le deuxième axe est centré sur la redevabilité et la sensibilisation au civisme fiscal et le dernier axe est sur l'amélioration du contrôle par les équipes opérationnelles, la collecte et le recouvrement.

La commune urbaine de Boffa regorge d'immenses potentiels économiques mobilisables qui pourront, à terme, avec une gestion efficace et efficiente, amorcer un développement local durable, en tenant compte des exigences environnementales, avec plus de cinquante-quatre mille Euros (54 000€) de recettes potentielles par an. Ces ressources mobilisables sont particulièrement dans les secteurs porteurs, notamment la Contribution Foncière Unique (CFU), la patente, la Taxe sur la Publicité, la Taxe sur les embarcations et les produits du domaine.

Durant deux mois, d'avril à juin, d'énormes progrès ont été réalisés. L'équipe sur la Contribution Foncière Unique a réalisé 57% sur l'objectif visé, avec plus de 2800 contribuables répertoriés, sur un potentiel fiscal de quatre-vingt-deux millions trois cent vingt-deux mille sept cent cinquante francs guinéens (82.322.750 GNF) . Plus de 457 embarcations recensées pour la taxe d'embarcation, plus d'une cinquantaine de personnes formées au cours du projet. Le grand marché de la commune urbaine avec un potentiel fiscal de quarante millions trois cent cinquante mille francs guinéens. Et trois autres marchés hebdomadaires.

Ce projet a été financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères de la France à hauteur de cent quatre-vingt-cinq mille Euros (185 000€) à travers les crédits du Centre de Crise et de Soutien affectés au plan de relance post-Ebola en Guinée et mise en œuvre par le cabinet ACL Consulting du Sénégal en partenariat avec la Charente Maritime Coopération et Expertise France.

Source : Bulletin ANCG N° 10 - Janvier-Juillet 2017

Atelier sur la politique urbaine nationale organisé par MIA

14 juin 2017, MIA, Bairiki - L'Unité de gestion urbaine du Ministère de l'intérieur (MIA) a tenu un atelier d'un jour impliquant divers ministères du gouvernement, entreprises publiques et des membres sélectionnés de la société civile pour formuler la première politique urbaine nationale. L'atelier a été facilité par Me Charlene Liau, une conseillère technique australienne volontaire et Me Eliza Tokataake, responsable de la gestion urbaine.

Les objectifs de l'atelier étaient d'identifier les priorités de développement urbain, donner des conseils sur les évolutions futures et établir un cadre pour une meilleure coordination des investissements en zone urbaine.

Les participants ont montré un vif intérêt et étaient capables d'identifier les questions urbaines prioritaires et les associer avec des stratégies pertinentes pour les surmonter.

La politique urbaine nationale est une action attribuée au MIA dans le cadre du Plan de développement de Kiribati (KDP) 2016-2019 et répertoriée sous *Priorité phase 4 : Environnement ; Résultat 6 : Améliorer la qualité de l'environnement en zone urbaine*. Le KDP demande à ce que la politique urbaine nationale soit approuvée par le Cabinet d'ici 2018.

Les zones urbaines sont des contributeurs clés de davantage de croissance économique car les entreprises bénéficient de meilleures infrastructures, meilleur accès aux employés et sont localisées avec des entreprises similaires.

Toutefois, les défis urbains sont complexes et variés. Ils comprennent la dégradation de l'environnement, pauvreté urbaine croissante, détérioration de la santé et des résultats scolaires, augmentation de la criminalité et de conflit social, et diminution des opportunités économiques.

Les solutions aux problèmes urbains sont difficiles pour le gouvernement car aucun ministère n'a l'entière responsabilité de toutes les questions urbaines ; résoudre les problèmes urbains demande des efforts de collaboration de toutes les parties prenantes - le gouvernement, les conseils, les entreprises et les communautés.

Actuellement environ 57% (68.844 personnes) du total de la population de Kiribati vivent dans les zones urbaines locales - conseil municipal de Betio, conseil urbain de Teinainano et le conseil urbain de Kiritimati. Tarawa Nord avec une rapide urbanisation n'en fait pas partie car elle n'est pas considérée comme urbaine mais a une population plus grande que celle de Kiritimati avec une plus petite superficie - avec une population supérieure à 6600 pour une superficie de 15,2 km² contre une population de 6400 pour Kiritimati pour une superficie de 388 km².

Une étude du PNUD sur la pauvreté à Kiribati montre que le plus haut taux du seuil de pauvreté se trouve à Tarawa Sud, affectant 18,3% des ménages et 24,2% de la population. Le centre urbain de Tarawa Sud a vu un accroissement de 10% (6.206 personnes) de la population en 2010-2015 et de 24% (9.871) en 2005-2010.

Source : Newsletter Kiribati Vol 7 Issue 6 - Juin 2017

Annonces

CONNECT - Echanger les expertises des collectivités pour des résultats tangibles

CONNECTez-vous, partagez et apprenez avec vos homologues

Désormais, les collectivités locales et régionales du monde entier peuvent faire de réels progrès sur de nombreux sujets, de la planification urbaine et rurale à l'écotourisme. Comment ? En demandant une expertise locale via CONNECT.

Soutenu par la Commission européenne, CONNECT est un nouveau système créé par PLATFORMA et l'un de ses partenaires fondateurs, VNG International. Il permet de mettre en relation des partenaires internationaux pour qu'ils profitent d'un échange d'expériences, de connaissances et de compétences. Vous pouvez également offrir votre expertise et la mettre à profit de différentes municipalités et régions du monde entier.

Rencontres entre municipalités

Tout commence par un dossier de candidature. Une fois validé, CONNECT recherche des homologues en Europe et au-delà qui disposent des bonnes compétences pour votre projet. CONNECT met en relation des élus locaux et régionaux et leur expertise, puis gère les échanges.

Formes possibles :

- Missions d'experts
- Tables rondes
- Stages
- Visites d'études

CONNECT continue de fonctionner après la mise en relation en faisant le suivi et l'évaluation des mesures prises pendant et après l'échange. Résultat ? Des solutions concrètes, de nouvelles idées et de précieuses relations.

Partager les connaissances

Pour améliorer l'impact de CONNECT, les associations de gouvernements locaux et régionaux sont impliquées dans tous les échanges. Elles peuvent participer aux événements et partager les leçons apprises avec les autorités locales, régionales ou centrales, ou la communauté internationale de donateurs. CONNECT documente également les bonnes pratiques pour que d'autres puissent en bénéficier.

En savoir plus

Retrouvez davantage d'informations sur CONNECT sur www.platforma-dev.eu/fr/connect

Envie de participer à CONNECT ?

Ecrivez-nous à connect@ccre-cemr.org ou appelez-nous au +32.2.265.09.30

Localiser les ODD - Découvrez de nouveaux outils et histoires

Téléchargez les toutes dernières mises à jour de la boîte à outils pour localiser les ODD, les outils et instruments disponibles pour appuyer la réalisation du Programme 2030 pour le développement durable au niveau local.

Visitez la plateforme virtuelle www.LocalizingTheSDGs.org et partagez votre expertise et vos opinions, tout en échangeant avec un large éventail d'acteurs du monde entier.

Prévention et Lutte contre la corruption dans les collectivités territoriales et les Communautés, 21 novembre-1 décembre 2017

Le processus de décentralisation et de développement local en cours dans de nombreux pays d'Afrique a aussi occasionné la délocalisation de la corruption. Les importantes responsabilités et ressources financières transférées au niveau local ont rendu les décideurs et acteurs locaux plus vulnérables à la corruption d'autant plus que les masses financières en jeu sont plus importantes dans les collectivités territoriales. Ce changement d'échelle de la corruption met davantage les élus et acteurs locaux au contact des tentations et la recherche de solutions de prévention efficaces devient un impératif.

Objectif

L'objectif de cette session vise à former des accompagnateurs en concepts, méthodes et outils et pour appuyer les Collectivités Territoriales à la mise en place de dispositifs, mécanismes et approches pertinents susceptibles de réduire et éradiquer la corruption.

Public cible

Cette session internationale cible:

- Les Elus et agents territoriaux qui souhaitent renforcer leur connaissance en Prévention et lutte contre la corruption dans les collectivités territoriales et communautés,
- Les agents des Départements Ministériels et Institutions sur la Gouvernance et le développement local,
- Les Responsables des institutions intervenant dans l'appui conseil aux collectivités territoriales,
- Les Responsables de formation des ONG, OCB, Programmes et Projets

Informations pratiques

Durée : 11 jours

Le frais du cours est de 1.500 € HT/personne. Ceci inclut les frais d'inscription et didactiques ainsi que les pauses café et déjeuners. Le transport aérien, l'hébergement, les petit déjeuners & dîners sont à la charge des participants.

Contact

ENDA ECOPOP - tel : +221.33.859.64.11 - fax : +221.33.860.51.33 - ecopop@endatiermonde.org - www.endaecopop.org

Décentralisation fiscale et Finance locale, 12-23 février 2018, La Haye

Comment un pays organise ses finances publiques constitue la base de comment les autorités locales gouvernent les priorités des villes, cités et villages. Tandis que les gouvernements nationaux sont responsables de la conception et la supervision d'un système qui fonctionne, les autorités locales sont mises au défi d'utiliser les ressources souvent limitées pour fournir de meilleurs services locaux.

Ce cours vous aide à répondre à des questions telles que :

- Comment attribuer au mieux les responsabilités et les revenus tirés des ressources aux différents niveaux du gouvernement, prenant en compte le contexte du pays ?
- Quelles sont les responsabilités du gouvernement national dans la conception et la supervision d'un système qui fonctionne ?
- Comment les gouvernements subnationaux peuvent-ils être soutenus pour augmenter les recettes locales et renforcer la gestion financière ?
- Comment les autorités locales peuvent-elles être tenues responsables par leurs citoyens ?

Vous discuterez des attributions des responsabilités et des sources de revenus, la conception et la mise en œuvre des transferts intergouvernementaux, la responsabilité financière, la budgétisation sexospécifique, et la dépense & suivi du gouvernement local. Des cas de pays du Bangladesh, Kenya et Tanzanie sur le transfert intergouvernemental seront analysés. Vous visiterez des institutions néerlandaises y compris le Ministère néerlandais de l'intérieur et la Cour d'audit des municipalités de Rotterdam.

Objectif

Le cours vous aidera à :

- Evaluer et surveiller les pratiques de décentralisation fiscale dans votre pays,
- Optimiser les différentes sources de revenus, p.ex. taxes, frais d'utilisation et transferts intergouvernementaux,
- Trouver d'efficaces structures de financement et de partenariats pour accomplir beaucoup avec des ressources limitées,
- Utiliser des outils de recettes et de dépenses,
- Peaufiner votre connaissance en gestion financière et en responsabilité financière au niveau local

Après le bon déroulement du cours vous recevrez un certificat de l'Académie de La Haye pour la Gouvernance locale.

Public cible

Professionnels responsables de la conception et la mise en œuvre des processus de décentralisation (fiscale), du programme de réforme du secteur public, de prestations de services publics et de gestion financière. Le cours s'adresse également aux individus qui travaillent pour les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, ou les donateurs et organismes de développement.

Information pratique

Le frais du cours est de 3.150 €. Ceci inclut tous les frais relatifs à la formation, ainsi que les boissons, déjeuners, matériels de formation et voyage durant la formation. Les voyages vers et venant de La Haye ainsi que l'hébergement ne sont pas inclus. Des réductions de groupe sont possibles si vous participez à ce cours avec trois ou plus de vos collègues. Envoyez-nous un email pour de plus amples informations. La langue du cours est l'anglais.

Si vous souhaitez recevoir de plus amples informations, adressez-vous directement au Directeur de programme, Nienke Vermeulen au info@thehagueacademy.com ou appelez au +31 70 37 38 695.

La date limite de candidature est le **1 janvier 2018**.

Pour de plus amples informations concernant nos conditions générales et le formulaire de candidature en ligne :

<https://thehagueacademy.com/blog/2017/03/fiscal-decentralisation-2018/>

Lecture

EU kick-starts its new EU External Investment Plan

https://ec.europa.eu/europeaid/news-and-events/eu-kick-starts-its-new-eu-external-investment-plan_en

Will less concessional development assistance for Africa cause another debt crisis? The Brookings Institute

<https://www.brookings.edu/blog/future-development/2017/09/21/will-less-concessional-development-assistance-for-africa-cause-another-debt-crisis/>

The relationship between drought and famine: lessons from the Horn of Africa. The Conversation
https://theconversation.com/the-relationship-between-drought-and-famine-lessons-from-the-horn-of-africa-84294?utm_campaign=Echobox&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#link_time=1506060196

A New Way of Doing Business: Partnering for Sustainable Development and Peace. The International Peace Institute
<https://www.ipinst.org/2017/09/partnering-for-sustainable-development-peace>

Study on African mediation highlights the significance of the mandate. The Conversation
https://theconversation.com/study-on-african-mediation-highlights-the-significance-of-the-mandate-83046?utm_campaign=Echobox&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#link_time=1505900547

Five ways to support state-building and recovery in conflict areas. ODI
<https://www.odi.org/opinion/10461-five-ways-support-state-building-and-recovery-conflict-areas>

Opinion: The SDGs are good enough and it's time to stop analysing and start acting, the International Institute for Sustainable Development argues in an article for Devex.
<https://www.devex.com/news/opinion-the-sdgs-are-good-enough-and-it-s-time-to-stop-analyzing-and-start-acting-91074>

The world is losing a generation of development leaders, and Melinda Gates wants to fix that
<https://qz.com/1080542/unga-2017-melinda-gates-wants-to-find-and-support-the-next-generation-of-leaders-in-global-development/>

Not your parents' foreign aid: The shift from power to proximity and poverty. The Brookings Institute
https://www.brookings.edu/blog/future-development/2017/09/20/not-your-parents-foreign-aid-the-shift-from-power-to-proximity-and-poverty/?utm_medium=social&utm_source=twitter&utm_campaign=global

Regional organisations in Africa. An interactive map by ECDPM
<https://social.shorthand.com/ECDPM/3gf2qyf1Oj/regional-organisations>

Policy Coherence in 2017: Lessons from the United Nations High Level Political Forum. ECDPM
<http://ecdpm.org/talking-points/policy-coherence-2017-united-nations-high-level-political-forum/>

BRICS Leaders Stress Economic, Development Cooperation at Xiamen Summit. ICTSD
<https://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/brics-leaders-stress-economic-development-cooperation-at-xiamen-summit>

The Human Capital Report 2016. World Economic Forum
<https://www.weforum.org/reports/the-human-capital-report-2016>

'Stories of Resilience' Showcase Benefits of Sustainable Land Management. IISD
<http://sdg.iisd.org/news/stories-of-resilience-showcase-benefits-of-sustainable-land-management/>

Democracy Remains the Best Path to Security. Defense One
<http://www.defenseone.com/ideas/2017/09/democracy-remains-best-path-security/140930/?oref=d-river>

Changing the rules of aid: understanding ODA modernisation. Development Initiative
http://devinit.org/post/changing-rules-of-aid-understanding-oda-modernisation/?utm_source=newsletter&utm_medium=email

World's poor bearing the brunt of global crises, stresses UN rights expert
<http://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2017/09/worlds-poor-bearing-the-brunt-of-global-crises-stresses-un-rights-expert/>

The odyssey of elections in Africa: A new era of democracy and rule of law? ECDPM
<http://ecdpm.org/talking-points/odyssey-elections-africa-new-era-democracy-rule-law/>

The frontier for climate resilience begins with smallholder farmers. African Development Bank Group
<https://www.afdb.org/en/news-and-events/the-frontier-for-climate-resilience-begins-with-smallholder-farmers-17320/>

'Back to school': Investing in nutrition enables children to fulfil their potential. Global Nutrition Report
<http://www.globalnutritionreport.org/2017/09/06/back-to-school-investing-in-nutrition-enables-children-to-fulfil-their-potential/>

Intra-African trade critical for economic growth. BizCommunity
<http://www.bizcommunity.africa/Article/410/422/167179.html>

Democracy, gender equality, and security - Democracy and Security Dialogue Policy Brief Series. The Brookings Institute
<https://www.brookings.edu/research/democracy-gender-equality-and-security/>

Are cash transfers better chunky or smooth? Evidence from Nigeria. The World Bank
<http://blogs.worldbank.org/african/are-cash-transfers-better-chunky-or-smooth-evidence-from-nigeria>

In 2016, resources to support development in African countries have decreased by 22% since 2012, according to the 2017 Data report by the advocacy organisation ONE.
<https://www.one.org/international/data-report-2017/?source=homepage>

Commitment to Development Index 2017. Center for Global Development
<https://www.cgdev.org/publication/commitment-development-index-2017>

ACP-EU relations beyond 2020: Engaging the future or perpetuating the past? ECDPM
<http://ecdpm.org/publications/acp-eu-beyond-2020-engaging-the-future-or-perpetuating-the-past/>

Global development trends and challenges: horizon 2025 revisited. ODI
<https://www.odi.org/publications/10940-global-development-trends-and-challenges-horizon-2025-revisited>

Digitalisation and flight: how can donors leverage digital technologies to support refugees?
<http://www.die-gdi.de//briefing-paper/article/digitalisation-and-flight-how-can-donors-leverage-digital-technologies-to-support-refugees/>

Let's plug the gaps: using data to prevent malnutrition in Africa
<https://www.mamopanel.org/news/blog/2017/oct/4/lets-plug-gaps-using-data-prevent-malnutrition-afr/>

What Are the Meanings Behind the Worldwide Rise in Protest?

<http://carnegieeurope.eu/2017/10/02/what-are-meanings-behind-worldwide-rise-in-protest-pub-73276>

World Development Report 2018 - LEARNING to Realise Education's Promise. The World Bank

<http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2018>

Thematic aid allocation: what are the benefits and risks?

<http://www.die-gdi.de//briefing-paper/article/thematic-aid-allocation-what-are-the-benefits-and-risks/>

ECA's Nwuke urges experts to influence Africa's policymakers to build research infrastructure. UNECA

<https://www.uneca.org/stories/eca%E2%80%99s-nwuke-urges-experts-influence-africa%E2%80%99s-policymakers-build-research-infrastructure>

Trump's Africa policy is still incoherent, but key signals are emerging. SAIIA

<http://www.saiia.org.za/opinion-analysis/trumps-africa-policy-is-still-incoherent-but-key-signals-are-emerging>

Strategically financing an effective role for the EU in the world: First reflections on the next EU budget. ECDPM

<http://ecdpm.org/publications/strategically-financing-effective-role-eu-in-the-world-mff/>

Don't expect perfection but progress! Multi-stakeholder initiatives to foster responsible business conduct. ECPDM

<http://ecdpm.org/talking-points/progress-multi-stakeholder-initiatives-to-foster-responsible-business-conduct/>

Italy looks to its African entrepreneurs to ease migrant pressure. Euractiv

<http://www.euractiv.com/section/development-policy/news/italy-looks-to-its-african-entrepreneurs-to-ease-migrant-pressure/>

Making Africa work: A handbook for economic success

<http://www.thebrenthurstfoundation.org/article/making-africa-work-a-handbook-for-economic-success/>

Designing a new UK preferences regime post-Brexit: how Africa can benefit. ODI

<https://www.odi.org/publications/10925-designing-new-uk-preferences-regime-post-brexit-how-africa-can-benefit>

What's next for impact bonds in developing countries? The Brookings Institute

<https://www.brookings.edu/blog/education-plus-development/2017/09/28/where-next-for-impact-bonds-in-developing-countries/>

Water Stress is Driving Conflict and Migration. How Should the Global Community Respond? WRI

<http://www.wri.org/blog/2017/09/water-stress-driving-conflict-and-migration-how-should-global-community-respond>

The Land-Water-Energy Nexus: Biophysical and economic consequences

http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/environment/the-land-water-energy-nexus_9789264279360-en#.WdIKVdMjFTZ#page1

How solar power can be made even more attractive for Africa

<http://africanarguments.org/2017/09/26/how-solar-power-can-be-made-even-more-attractive-for-africa/>

Don't ignore the one group that can make climate action happen

<http://www.irinnews.org/opinion/2017/09/20/don-t-ignore-one-group-can-make-climate-action-happen>

Can democracy alone deliver prosperity and stability?

<https://www.opendemocracy.net/alina-rocha-menocal/can-democracy-alone-deliver-prosperity-and-stability>

Sustainable Development Goals: two years in, we need the right incentives. ODI

<https://www.odi.org/comment/10551-sustainable-development-goals-two-years-we-need-right-incentives>

Pour toute demande d'information/commentaire/contribution au Newsletter, veuillez contacter :

ACPLGP - Avenue Eugène Plasky, 8/12 - 1030 Bruxelles, Belgique

Tél : +32.(0)2.732.85.62 - Fax : +32.(0)2.742.36.73

Email : platform@acplgp.net - Site web : www.acplgp.net